

Le Pays de Dieulefit et le sauvetage des personnes persécutées pendant l'Occupation : Un Pays de Justes ?

Par Bernard DELPAL

À l'automne 2010, puis en novembre et décembre de la même année, deux chaînes de télévision ont diffusé un documentaire historique de 52 minutes intitulé : *Dieulefit, village de Justes*. Le film, tourné à Dieulefit en mai 2010 avec l'assistance historique de l'association Patrimoine, Mémoire et Histoire du Pays de Dieulefit (ou PMH, site web : www.memoires-histoire.org), a connu un réel succès, au point que la chaîne LCP a augmenté le nombre des diffusions initialement prévu (le chiffre de 25 diffusions est dépassé).

Ce documentaire, construit sur des témoignages à la fois forts et divers, a suscité beaucoup de réactions et des débats également. Le Pays de Dieulefit ne devait-il pas tenter d'obtenir une reconnaissance officielle de « Pays de Justes » auprès de Yad Vashem (à Jérusalem) ? Une visite sur place a fort opportunément empêché d'entamer une démarche promise, assurément, à un rejet (voir sur cette question la mise au point publiée sur le site de PMH : <http://www.memoires-histoire.org/fc/viewtoic.php?f=127&t=918&hilit=yad+vashem>

La petite cité et son canton (appelés aujourd'hui, par un effet à la fois touristique et administratif : « Pays de Dieulefit »), au total un peu plus de 5.600 habitants, ont accueilli, hébergé, protégé et sauvé plusieurs milliers de personnes, adultes et enfants, menacés par les

forces d'occupation ou de collaboration entre 1939 et 1945, ou simplement à la recherche de secours et de réconfort. Pas une seule arrestation, pas une seule déportation, pas une seule exécution n'est à déplorer. Si cette situation n'est pas exceptionnelle en France ou en Europe, elle mérite d'être interrogée, comme contribution à l'histoire du sauvetage des réfugiés et proscrits, comme forme de résistance sociale et civique (ou « civile »), en lien avec l'histoire des maquis, des combats pour la Libération, avec le Vercors proche et présent.

Sans organisation préalable, en s'adaptant à des conditions de plus en plus éprouvantes, la population a constitué une sorte de chaîne de solidarité sans maillon faible. Il y eut des dénonciations, des moutons noirs, bien sûr. Mais comme l'a observé Henri Springer, jeune réfugié venu de Heidelberg avec sa famille, l'atmosphère du Pays et son homogénéité morale ont mis en échec les coups bas. Comme l'ont noté plusieurs témoins, à l'intérieur du Pays, jamais personne n'a eu peur, et, sauf très rares exceptions, la population connaissait les noms et identités véritables des réfugiés. Pour Henri Springer, tel est le résultat le plus remarquable de la résistance solidaire et non-armée : elle a fait échec à la persécution en instaurant un « climat de non-peur »¹

La résistance civile au Pays de Dieulefit

Tous les témoins s'accordent sur un point : le Pays de Dieulefit a accueilli un très grand nombre de réfugiés, entre le début de la guerre d'Espagne et l'armistice de 1945. Tous ceux qui se sont réfugiés dans le canton de Dieulefit et qui y sont restés jusqu'en 1944 ou 45 ont été sains et saufs, à l'exception des morts naturelles ou purement accidentelles. Comment expliquer que ce petit pays ait réussi ainsi à protéger à la

¹ Henri Springer, Témoignage public, le 27 octobre 2008, au FIEF, la Bégude de Mazenc (fondation Ernst Jablonski).

fois les sauveteurs et les sauvés ?? Une première explication vient de la répartition des tâches entre l'Allemagne hitlérienne et l'Italie de Mussolini : il revenait aux Italiens d'occuper le Sud-est français, ce qui a été effectif jusqu'au 8 septembre 1943. La seconde explication vient des archives militaires allemandes : le Pays n'a jamais été considéré comme stratégique par les forces d'occupation, bien que situé « dans un des départements les plus pollués par le terrorisme »². Si le Pays de Dieulefit n'a pas suscité d'intervention allemande après l'invasion de la zone sud, cela vient, sur le plan militaire, de deux circonstances : d'une part, les Allemands ont considéré que la sécurisation de la vallée du Rhône, axe de transport vital, était prioritaire ; d'autre part, le Pays de Dieulefit, bien qu'il ait abrité un réseau de maquis (à la fois FTP et AS), n'a été le théâtre d'aucun sabotage ou attentat contre l'occupant, ce qui lui a épargné les représailles qui ont frappé nombre de localités voisines³. Les accrochages sérieux sur le plan militaire sont tardifs : ils se produisent au cours du mois d'août 1944, au moment où la Wehrmacht reflue devant l'avance de l'armée américaine et tente de trouver un « itinéraire bis » (l'actuel « Lyon-Montpellier ») pour échapper au déluge de feu de la vallée du Rhône (la N 7).

Quels sont les réfugiés qui entrent dans le Pays pour s'y fixer ou simplement en attente d'une autre destination ? Les tout premiers sont des Arméniens, qui remontent la vallée du Rhône après une première étape à Marseille. Les suivants arrivent pendant la guerre d'Espagne et surtout lors de la chute de Barcelone et de Madrid. La municipalité de Dieulefit, Front populaire, facilite leur accueil. Puis, après Munich, arrivent des réfugiés inquiets de l'Anschluss et plus encore de la Nuit du Pogrom (ou « Nuit de cristal »). À ces réfugiés, il faut ajouter les réfugiés « économiques », surtout des Italiens, dont certains passent également la frontière

pour fuir le fascisme. Ensemble, ils forment la première population d'origine étrangère dans le Pays de Dieulefit en 1939.

Dès que la guerre est déclarée par la France et la Grande-Bretagne, le 3 septembre 1939, le gouvernement français décide d'évacuer la ville de Strasbourg. Commence alors le premier grand exode français vers le sud. Des dizaines de milliers d'Alsaciens (et de Mosellans, dans une plus faible proportion) fuient dans des conditions particulièrement éprouvantes, et sans que leur accueil ait été organisé. Plusieurs familles se fixent à Dieulefit et peuvent inscrire leurs enfants à l'école communale, à l'école de Beauvallon ou au collège de la Roseraie. L'établissement venait d'ouvrir et n'était pas préparé, bien entendu, à ce premier afflux de réfugiés.

La débâcle de 40 provoque l'arrivée d'un nouveau flot de réfugiés, comme dans tout le département. La secrétaire de mairie, Jeanne Barnier, (également en charge du Bureau des Étrangers) a évalué à près de 1.500 personnes la population des réfugiés entrés dans le Pays au cours de l'été 40. Tous n'y sont pas restés. Mais nombreux ont été ceux qui se sont sentis en sécurité et s'y sont fixés, notamment des Juifs étrangers qui ne savaient où aller et excluaient tout retour en zone occupée, ainsi que des Alsaciens et des Mosellans. À partir de la promulgation du premier statut des Juifs, le 3 octobre 1940, et après la rencontre de Montoire, le Pays accueille une nouvelle vague d'arrivants, parmi lesquels se trouvent des Juifs français de la zone nord, familles entières ou enfants sans leurs parents, et des opposants à la collaboration et à la dérive du gouvernement de Vichy. Parmi eux, l'on trouve des intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, dont certains sont très connus : Pierre Jean Jouve, Pierre Emmanuel, André Rousseaux, puis Henri-Pierre Roché, qui attirent à leur tour de nouveaux candidats au refuge, comme Emmanuel Bove, Clara Malraux et Andrée Viollis.

L'invasion de la zone sud, en novembre 1942, provoque de nouvelles arrivées : du nord (le Pays est conçu comme une étape vers la Suisse ou l'Espagne) ; et du sud, habitants de Marseille et des environs, traumatisés par la grande rafle de fin janvier 43, avant de l'être par les

² Selon les archives de la Kommandantur de Valence, Verbindungsstab 998, Militärarchiv, Bundesarchiv, Freiburg in B. (« ..eines der am stärksten von Terroristen verseuchten Departements »).

³ C'est ce qui apparaît dans la synthèse présentée en 1966 par les autorités locales lors de la grande enquête du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, rapport conservé aux Archives départementales de la Drôme, 16 J 33.

bombardements. Parmi eux, on relève les Crémieux, Brunschwig, Naquet, Vidal-Naquet, Cassin (Marseille et Nice). En septembre 43, les Allemands prennent la place des Italiens dans le Sud-Est : la frontière avec la Suisse devient plus étanche, le Niçois est soumis à des perquisitions et des rafles. Les Allemands exigent que soient refoulés vers l'intérieur les Anglo-Saxons et autres « indésirables » de la Côte. S'ajoutent des réfugiés « volontaires » venus des Alpes maritimes et des Bouches-du-Rhône. Pourtant, la ville de Dieulefit, exsangue, soutenue par une partie de son canton, parraine une commune sinistrée de la Somme, Bosquel, détruite à 52% par les combats et les bombardements.

Le 1^{er} avril 1944, le conseil municipal établit un bilan du refuge. Il dénombre, grâce aux renseignements fournis par le Comité d'accueil des Réfugiés et Jeanne Barnier, jeune secrétaire de mairie :

- 43 « Petits Réfugiés » (en situation transitoire, depuis ...le 7 novembre 43 !),
- 74 « Réfugiés obligatoires » depuis le 8 janvier 1944 (essentiellement les refoulés de la Côte d'Azur,)
- ..auxquels il faut ajouter 1.100 « réfugiés volontaires » (les réfugiés de la première vague, 1940, qui sont restés dans le Pays) « et 2.400 réfugiés » (sans autre indication, il s'agit probablement des réfugiés, « clandestins » en grande partie, qui sont arrivés à partir de juin 41, puis des réfractaires et les jeunes gens qui ont déserté les camps de jeunesse à partir du début 43, des Italiens déserteurs en septembre 43 (nombreux à être accueillis à Montjoux, tout près de Dieulefit). Jeanne Barnier ajoute une mention, au terme de ce décompte : « 3.600 cartes d'alimentation ».⁴

Ces « 3.600 cartes d'alimentation » correspondent aux habitants, à des réfugiés disséminés à l'intérieur de Dieulefit et dans les hameaux ou communes périphériques.



Jeanne Barnier, vers 18 ans
(Coll. Catherine Descombes)

Même en adoptant l'hypothèse basse de 1.700 réfugiés (en moyenne annuelle), on voit bien que leur accueil représente une charge énorme pour les 5.690 habitants du canton (à l'époque). Le ravitaillement est obsessionnel pour les habitants, les réfugiés et les autorités. Les rapports de la brigade de gendarmerie de Dieulefit,⁵ les témoignages écrits et oraux, les délibérations municipales convergent et permettent d'affirmer que la vie quotidienne est faite de privations, d'épreuves incessantes. La famine guette à plusieurs reprises. Le 30 mars 1943, les femmes du Poët-Laval se réunissent : il n'y a plus de pain. Elles menacent de marcher sur Dieulefit et prendre d'assaut la boulangerie qui détient encore un peu de farine. Le maire de Dieulefit ... annonce une distribution exceptionnelle de tickets de farine, évitant ainsi la sédition.

Une telle situation est éminemment explosive. L'accumulation des privations aurait très bien

⁴ Compte rendu de la délibération du Conseil municipal du 1^{er} avril 1944, Archives municipales de Dieulefit (AMD).

⁵ Excellente source : les rapports sont conservés pour les années 1940-1943 (jusqu'en avril). Ils manquent ensuite. Service Historique de la Défense, archives de la Gendarmerie, château de Vincennes.

pu tourner au drame et à un mouvement de rejet des réfugiés (il y eut cependant en janvier 44 une pétition visant à réserver les tickets d'alimentation aux familles réfugiées dont le chef de famille accomplissait un travail utile). Or, comme l'attestent les archives écrites ou orales, et en particulier les rapports de gendarmerie, il n'y eut pas de marché noir, les tickets de rationnement (alimentation, textile, chaussures) furent distribués, l'entraide a fonctionné. Cela implique une organisation de l'ombre, mais efficace et acceptée par tous. Elle a reposé sur la fabrication en quantité massive de faux administratifs : cartes nominales de rationnement (J1, J2, J3 etc..), tickets et coupons détachables, cartes d'identité pour les personnes en situation « irrégulière », permis de circuler pour passer les barrages et contrôles hors de Dieulefit (vers Valréas, Montélimar, Valence). Cette activité illégale a été en très grande partie assumée par Jeanne Barnier, secrétaire de mairie, bras droit du maire, le colonel Pierre Pizot.

Jeanne « la faussaire »

Le premier avril 1939, à 21 ans, Jeanne Barnier est recrutée par Justin Jouve, maire « Front popu ». Elle demeure secrétaire durant le mandat de Pierre Pizot, nommé en mars 1941 par le préfet de la Drôme. Pierre Pizot l'a appréciée, au point de lui donner de l'avancement le 2 février 1943 (pour « services rendus, dévouement intelligent et actif, autorité et compétence ») et lui adjoindre une parente pour l'aider, Julienne Barnier (septembre 1941). Elle échappe de justesse à un contrôle de la Gestapo. Dans la plus grande discrétion, elle était en relation avec la sœur de Madeleine Dreyfus, et donc avec l'OSE de Lyon, puis avec la Sixième, ce qui lui permit de participer personnellement au sauvetage d'enfants juifs. Elle recueillit plusieurs petites juives, dont Vera Hess et Lili Neufeld, toutes deux émigrées en Angleterre en 1945, et la petite Cecilia Rosen-

baum. Cette dernière quitta Dieulefit en 1944 pour rejoindre ses parents à Lyon. La famille y fut arrêtée et déportée.

L'entreprise de « faussaire » de Jeanne Barnier ne pouvait réussir qu'avec un efficace réseau de complicités et de bienveillances, à commencer par le maire et le conseil municipal. Jeanne Barnier, toujours davantage sollicitée, aussi bien par Marguerite Soubeyran, depuis l'école de Beauvallon, que par l'abbé Magnet (curé de la Bâtie-Rolland), le collège de la Roseraie, par des fugitifs isolés, prend des risques énormes : fabriquer, mettre en circulation des faux tickets est puni, en principe, des travaux forcés à perpétuité, délit réprimé aussi sévèrement que la fabrication de faux billets de banque .. ou de fausses cartes d'identité ! Fort heureusement, elle peut compter sur l'appui ou la complicité de la brigade de gendarmerie et celle du sous-préfet de Nyons. L'adjudant-chef Cesmat était parfaitement au courant des activités de la secrétaire de mairie, il connaissait les noms et les adresses des clandestins, juifs ou non, les titulaires de faux-papiers⁶. Ses collègues gendarmes, tous membres du réseau de résistance R2, étaient complices de ce double-jeu humanitaire⁷. Cesmat a payé de sa vie son soutien à la désobéissance et à la résistance civile. Il est tombé, abattu par la Sécurité allemande, d'une balle dans la tête, en juin 44. Le sous-préfet réussit à s'enfuir à temps en Ardèche.

Sauveteurs, sauvetages : comment et pourquoi ?

⁶ Les gendarmes, et d'abord le chef de la brigade, vérifient les registres d'hébergement des pensions et hôtels. Où la plupart des réfugiés figurent sous leur véritable identité, à leur arrivée. Cesmat s'est servi de ces renseignements pour alerter les plus menacés, les Juifs étrangers en premier lieu. Témoignage de Hanna Klopstock, juive et allemande, employée à la pension des Rivaies. V. B. Delpal et F. Ierano, *L'autre résistance*, Quaderni della Memoria, 2009 (p. 73-74).

⁷ Registre des gendarmes résistants, par département et brigade, SHD (Vincennes), Gendarmerie.

C'est aujourd'hui une question centrale dans les travaux qui portent sur la résistance civile et sur cette catégorie éminente que sont devenus les « Justes » : qui sont-ils, comment opèrent-ils et pourquoi s'exposent-ils pour leurs semblables, dont la plupart leur sont inconnus ? Dans le cas du Pays de Dieulefit, une bonne partie des réponses tend à valider le schéma ou l'hypothèse formulés par Patrick Cabanel quand il recommande de considérer les Justes comme « une porte d'entrée pour découvrir des constellations au sein desquelles ils ont le plus souvent œuvré »⁸. Dieulefit seule compte aujourd'hui neuf justes (distingués en quatre temps, 1965, 1969, 1989, et 2012).

Les dossiers et l'histoire des Justes renvoient bien à des réseaux et constellations. On peut en retenir cinq principaux :

- le réseau scolaire et des mouvements de jeunesse,
- le réseau de la santé,
- le réseau des détenteurs d'autorité ou en charge de services publics (ce réseau a été largement abordé à travers la municipalité, Jeanne Barnier, la gendarmerie)
- les réseaux confessionnels ou politiques,
- les réseaux personnels.

Le réseau scolaire s'est construit à partir de l'école de Beauvallon, école de l'éducation nouvelle, ouverte en 1929, entrée dans la grande famille européenne de la pédagogie active depuis les années 32-33. Ses directrices et fondatrices, Marguerite Soubeyran et Catherine Krafft, ont doublé les capacités d'accueil de leur école pour y recevoir des adultes et des enfants, juifs et non juifs. Une dizaine d'enfants juifs étaient logés sur place, incorporés aux groupes de niveau. À l'heure du danger, ils ont été spécialement protégés, selon le témoignage de Bertrand Cahen : « Elle [Marguerite Soubeyran] décida que les garçons circoncis devaient bénéficier d'une protection particulière. C'est ainsi que nous fûmes une dizaine à dormir tous les soirs dans une grotte située à quelques centaines de mètres de l'école. » Le témoin décrit

la situation au printemps 44, quand les menaces d'une rafle à Dieulefit deviennent probables. Le dynamisme de l'école de Beauvallon a bénéficié à un autre établissement d'enseignement privé, le lycée musical tenu par les sœurs Eberhard. Il fonctionne en lien étroit, durant l'occupation, avec l'école de Beauvallon et le collège (voisin) de la Roseraie. Lui aussi accueille des réfugiés (juifs et non juifs) pour enseigner des élèves exceptionnellement nombreux. Les sœurs Eberhard, comme les autres dirigeants d'établissements d'enseignement, se sont montrées très sensibles à la situation personnelle, familiale et psychologique, de chacun de leurs élèves. Jean-Pierre Lévi, élève de la Roseraie, suit au Lycée musical des cours de violon. Les sœurs Eberhard sont informées de l'arrestation et de la déportation de son père. À partir de cet instant, elles décidèrent de continuer à recevoir le jeune Jean-Pierre, mais gratuitement. Voilà un autre aspect du sauvetage. Il a laissé un trace inoubliable dans la mémoire de J.-P. Lévi, 67 ans plus tard⁹.



L'École de Beauvallon, en pleine nature, dans le voisinage de Dieulefit (début 1938). Construite en 1930, agrandie en 1935, elle se présente comme école de plein air et comme établissement de l'éducation nouvelle, suivant les principes propagés en Europe depuis Genève par l'Institut Jean-Jacques Rousseau. Pendant la guerre, les effectifs doublent pour accueillir des enfants et des adultes réfugiés. Tous sont sains et saufs à la Libération et beaucoup d'entre eux laissent d'émouvants témoignages de reconnaissance dans le *Livre d'or* de l'École à leur départ, en septembre-octobre 1944. La plupart, marqués par cet épisode de leur vie, restent en relation avec l'École et Dieulefit. Coll. Amis de Beauvallon.

⁸ Patrick Cabanel, *Histoire des Justes en France*, A. Colin, 2012 (p. 66).

⁹ Témoignage public en juillet 2010, à l'occasion d'une exposition sur la Roseraie et le Lycée musical.

À partir de septembre 1939, le collège secondaire de la Roseraie renforce le réseau scolaire. Lui aussi, sous la direction de Pol Arcens et de sa femme Madeleine, accueille un grand nombre de réfugiés, adultes et élèves, en leur proposant davantage qu'un cursus scolaire : « l'entrée dans une famille animée par un esprit commun de résistance et d'attachement aux valeurs humanistes » (cf. le témoignage de Samuel Abramovitch, professeur de lettres)¹⁰.

L'école communale, enfin, complète le dispositif. De nombreux témoignages établissent que Melle Boisjeol et Melle Tomasine, institutrices à Dieulefit, avaient préparé leurs élèves dieulefitois à accueillir des enfants étrangers au Pays et à les intégrer à la vie commune. Dans plusieurs communes du canton, l'école publique a joué un rôle d'accueil et d'intégration essentiel pour les enfants réfugiés. Isaac Fabrikant, hébergé par la famille de Henri Morin à partir de la rentrée scolaire 42, se souvient encore de son instituteur, « monsieur Brachet », qui lui a appris à lire et écrire le français, au point d'obtenir son certificat d'études avant de quitter Dieulefit. Revenu sur les lieux en août 2011, comme pour une sorte de pèlerinage, il évoquait avec émotion sa dette envers l'instituteur et l'école. Et bien qu'ayant quitté la France pour Israël aussitôt après la Libération, il s'exprime très bien en français, à 80 ans ... On peut comparer son histoire avec celle de Samuel Grynsan, qui, 70 ans après son arrivée en classe, évoque avec une reconnaissance et une émotion intactes, son institutrice, Melle Chavagnac.

Le processus d'intégration des enfants réfugiés est également facilité par le recours fréquent aux mouvements de jeunesse, le scoutisme, pour l'essentiel, à Dieulefit. Deux mouvements accueillent les enfants : les Éclaireurs de France (mouvement laïque et neutre, dont Pol Arcens, directeur-fondateur de la Roseraie est un chef respecté) et les Éclaireurs Unionistes de France, mouvement protestant, lié à l'Église Réformée de France (ERF), dont Théodore Morin est à Dieulefit un responsable important et actif.

La photo de classe, un témoignage précieux.



Photo de la classe de Samuel Grynsan, école primaire publique du Poët-Laval, mai 1944. Samuel est au centre du 3^e rang, en partant du bas. Il y avait d'autres enfants juifs réfugiés dans cette même classe. Ils avaient été placés par l'OSE dans différentes familles du Poët-Laval, sur les indications du pasteur Debû. Tous ont été sains et saufs, mais tous n'ont pas retrouvé leurs parents en raison des déportations.

Soixante-huit ans plus tard, Samuel Grynsan conserve cette photo et la regarde avec une sorte de tendresse. Il a gardé des liens très étroits avec sa famille d'accueil, les Robin, mais aussi des relations avec beaucoup de ceux que l'on voit ici. Chacun de ces enfants est à sa manière un « résistant » et un « juste ». (coll. S. Grynsan)

Chacun de ces deux mouvements, dont la fondation est un peu antérieure à la Grande Guerre, possède une branche féminine (les Éclaireuses). Ces institutions ont également créé des sections adaptées aux très jeunes, garçons et filles, comme les Louvettes, les Abeilles et les Petites Ailes. Il n'existait pas, dans le Pays, de scoutisme juif (comme les Éclaireurs Israélites de France, ou EIF, bien implantés au contraire dans le sud-ouest de la France).

¹⁰ *L'autre résistance*, op. cit., p. 69-70.



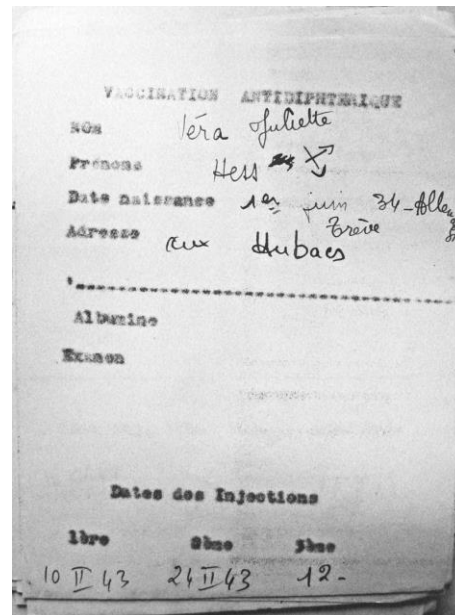
Sortie des Abeilles, le 15 avril 1945, au-dessus de Dieulefit.

Parmi les fillettes debout : la deuxième, en partant de la gauche, est Vera Hess, juive allemande, née le 1er juin 1936. La suivante, troisième en partant de gauche, est également juive allemande, Lili Neufeld, née le 19 juillet 1931. Lili, qui a pu émigrer ensuite à Londres, en passant par Paris, a envoyé des lettres à sa cheftaine du groupe des Abeilles, en lui exprimant toute sa reconnaissance. (coll. Chapus)

Si bien que les enfants et adolescents juifs accueillis dans le Pays ont pu, quand ils le souhaitent, entrer dans les formations scouts locales (non-juives) et en partager les activités, notamment les camps d'été en pleine nature. Plusieurs d'entre eux se sont ainsi liés d'amitié avec les enfants du Pays et en ont gardé des souvenirs durables.

Le réseau de la santé a également fonctionné d'une manière très discrète et efficace. Les structures d'accueil qui se sont développées avant-guerre pour les besoins du climatisme et du tourisme vont absorber une grande partie des nouveaux arrivants. Dans les pensions et les maisons de repos et de convalescence, dans les garnis et logements loués chez l'habitant, la clientèle des habitués se mêle sans difficulté aux inconnus et aux « nouveaux ». Deux médecins (Marc Deransart, Marc Préault) déploient une activité considérable en direction des réfugiés, clandestins, réfractaires, en remettant des certificats et attestations de toute sorte, toujours pour neutraliser les mesures défavorables prises par Vichy et l'occupant. Très ouvertement et officiellement, ils prennent en charge la santé des réfugiés, y compris juifs et clandestins.

C'est ainsi qu'à partir de l'été 1942, le Comité d'Hygiène et Santé de la Ville fait procéder, par les deux médecins, à la vaccination systématique DT (ici, ci-contre, la vaccination antidiphthérique) des enfants (entre 6 et 12 ans). Au total, plus de 280 fiches sont conservées, ce qui représente au moins 840 injections, inscrites dans des vacations rémunérées aux deux médecins sur le budget municipal.



La petite Vera Hess, comme des dizaines d'autres réfugiés, et malgré sa situation de clandestinité (elle était apatride et donc très exposée à la déportation) a été vaccinée en 1943,

comme n'importe quelle autre de ses camarades. On observe que son prénom est double, Vera et Juliette, ainsi que son adresse (Trèves et Dieulefit). Les mentions « réelles » sont portées au crayon et peuvent être facilement gommées en cas de contrôle extérieur.

Les réseaux complexes des secteurs confessionnels et politiques ont joué un rôle essentiel. Le monde protestant, malgré des nuances et des divisions internes, a irrigué et alimenté les réseaux précédemment mentionnés, d'autant mieux que lui-même fonctionne volontiers en réseau. Cela est particulièrement vrai si l'on considère le sauvetage des Juifs. Entre eux et les protestants, comme l'expose très bien Pierre Vidal-Naquet, existe une double proximité : celle d'un rapport étroit et commun à l'Écriture (que l'on appelle souvent « la proximité théologique »), et celle qui est née d'une expérience historique également partagée entre deux minorités qui ont dû affronter la persécution et l'intolérance. Dans le Pays de Dieulefit, peu marqué par le souvenir des persécutions reli-

gieuses du XVII^e siècle, c'est bien, en ce milieu du XX^e siècle, la vision protestante du judaïsme qui rapproche les deux confessions. Aux jeunes protestants, à l'École du Dimanche, le pasteur enseigne que le peuple d'Israël est le peuple de Dieu, et qu'ils sont liés par l'Alliance.

Du côté catholique, la situation est différente. D'abord, à cause de la position de la hiérarchie. L'Église de France, séduite par le soutien que lui accorde Vichy, a fait preuve d'un loyalisme envers le régime qui est devenu insupportable à un nombre croissant de catholiques, parmi lesquels les jésuites de Lyon, les « prêtres des maquis », des fidèles désorientés. Si bien que les engagements sont individuels et à gros risques. Les curés qui, tels l'abbé Magnet ou l'abbé Bel, de Vesc, Roux à Pont-de-Barret, soutiennent les maquis, protègent les réfugiés, établissent des certificats de baptême pour des Juifs, risquent l'arrestation du côté politique et des peines de suspense ou d'interdit de la part de leur évêque, Mgr Pic (pourtant, il a accueilli des Juifs à Valence...). L'évêque, ancien combattant, n'a jamais accepté de remettre en cause son loyalisme vis-à-vis de Pétain, à la différence du pasteur Eberhard, de Dieulefit. Lui aussi a vénéré le vainqueur de Verdun, mais a refusé d'aller au-delà, en 1942, de ce que sa conscience lui permettait d'accepter.

Le réseau communiste a également joué un rôle de premier plan, en s'appuyant sur ses membres, sur les sympathisants et « compagnons de route ». Marguerite Soubeyran, dont les convictions précèdent l'adhésion au Parti, et ses proches amies et camarades Léonie Brunel et Thérèse Robert, ont su à la fois utiliser l'implantation existante dans le Pays et la renforcer. Leur action consiste d'abord à cacher des républicains espagnols, puis des communistes du pays ou venus de l'extérieur, comme Henri Haillus, qui, à leur tour, cachent d'autres réfugiés, dans une chaîne de solidarité continue. C'est du reste dans le fonctionnement du réseau communiste que l'on voit apparaître le plus nettement une très forte complémentarité entre Dieulefit et son Pays, qu'il s'agisse de sécurité des personnes en danger, du ravitaillement, de la solidarité humaine. Enfin, les communistes ont assuré une sorte de fluidité entre la résis-

tance spirituelle et sociale et la résistance armée des maquis.

Il faut enfin mentionner les réseaux personnels. Dans ce domaine, Marguerite Soubeyran occupe une place éminente. La réputation internationale de son école, depuis 1934-35, son engagement politique, sa fidélité au protestantisme l'ont beaucoup aidée à nouer des relations personnelles avec des milieux et des personnalités très divers : artistes (Wols et Eisenchitz, Gustalla, Etienne-Martin), écrivains et poètes (Vercors, Auclair, Aragon, Triolet, Emmanuel, Mounier, Jean Prévost, Roché, les deux Serreau), musiciens (Fred Barlow et sa femme, le quatuor Lowenguth, Yvonne Lefébure). La liste est loin d'être complète¹¹. Elle suffit à montrer l'*aura* personnelle acquise depuis ses années parisiennes et sans cesse élargie depuis son retour au Pays. La guerre et la résistance accroissent sans cesse le cercle de ses relations. On mentionnera pour mémoire l'abbé Glasberg (qui lui envoie les deux faux époux Bauer en 42), l'extraordinaire Andrée Moreuil, juive de Strasbourg, agent secret sous le pseudo de « Poumy », qui place ses enfants à Beauvallon, et qui, trilingue (français, allemand, anglais), se met au service du réseau Buckmaster, du SOE américain et accomplit des missions dangereuses dans le sud-ouest et à Lyon.

Le sauvetage, à Dieulefit et dans son canton, a d'abord consisté en une dissidence, puis une révolte, enfin, un passage à l'illégalisme et à la résistance, pour un grand nombre, mais pas pour tout le monde. Ce qui intrigue, c'est bien que ceux qui n'ont pas suivi ce même itinéraire, vichystes ou non, n'ont pas consenti à se laisser entraîner dans la dénonciation. La société dieulefitoise, prise dans son ensemble, et au-delà de ses différences internes, ne s'est pas résignée à la fatalité de l'anéantissement de l'Autre. En ce

¹¹ Pour les artistes, on peut se reporter au catalogue très documenté publié par le musée de Valence à l'occasion de l'exposition qu'il a organisée en 1991 : *Les artistes réfugiés à Dieulefit pendant la Seconde Guerre mondiale* (...), Valence, 1991.